
Politique de la ville

Bilan des mesures en faveur des quartiers de la politique de la ville

26 février 2019 – Conseil des Ministres

Pourquoi l'Etat intervient de manière renforcée dans les QPV ?

Quelques chiffres...

42,2 % de personnes dans les quartiers prioritaires vivent en dessous du seuil de **pauvreté**, contre 14,3% dans le reste du territoire.

25 % des habitants des quartiers prioritaires se sentent en **insécurité** contre 13 % dans le reste du territoire.

1 sur 4 C'est le nombre d'habitants des quartiers prioritaires qui déclarent avoir renoncé à des **soins dentaires** pour raisons financières en 2014.

2,7 fois supérieur au **taux de chômage** du reste du territoire.



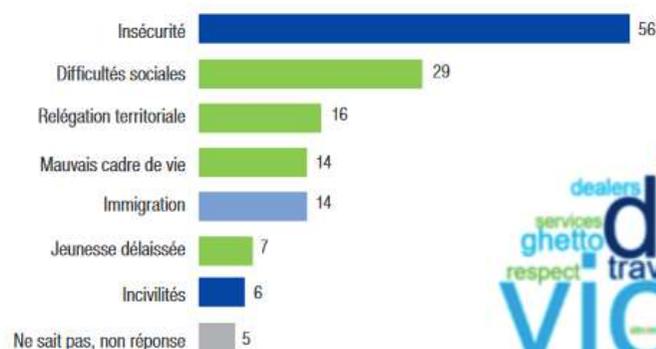
MINISTÈRE
DE LA COHESION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

MINISTÈRE
CHARGÉ
DE LA VILLE
ET DU LOGEMENT

Source : ONPV

Graphique 1 – Idées associées spontanément aux quartiers « sensibles »

Selon vous, quelles sont les principales caractéristiques des quartiers que l'on qualifie parfois de sensibles ? (Aperçu des réponses à la question ouverte et items reconstitués à partir d'un regroupement en post-codage, en %)



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Note : le nuage de mots est constitué en fonction du nombre d'occurrences, la taille des mots est proportionnelle au nombre d'occurrences.

Note de lecture : 29 % des habitants de France métropolitaine évoquent spontanément l'idée de difficultés sociales pour décrire les principales caractéristiques des quartiers « sensibles ». Les répondants pouvant donner plusieurs réponses à cette question, la somme des pourcentages excède 100 %.

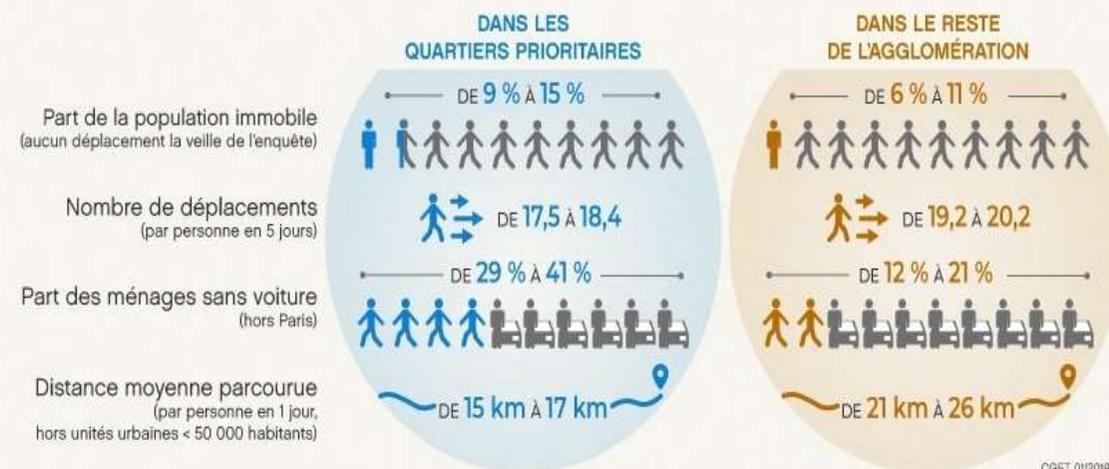


Pourquoi l'Etat intervient de manière renforcée dans les QPV ?

Quelques chiffres...



LES RÉSIDENTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES ONT UN PLUS FAIBLE NIVEAU DE MOBILITÉ QU'AILLEURS



Pourquoi l'Etat intervient de manière renforcée dans les QPV ?

Périmètre d'intervention

1 514 QPV répartis dans 859 communes

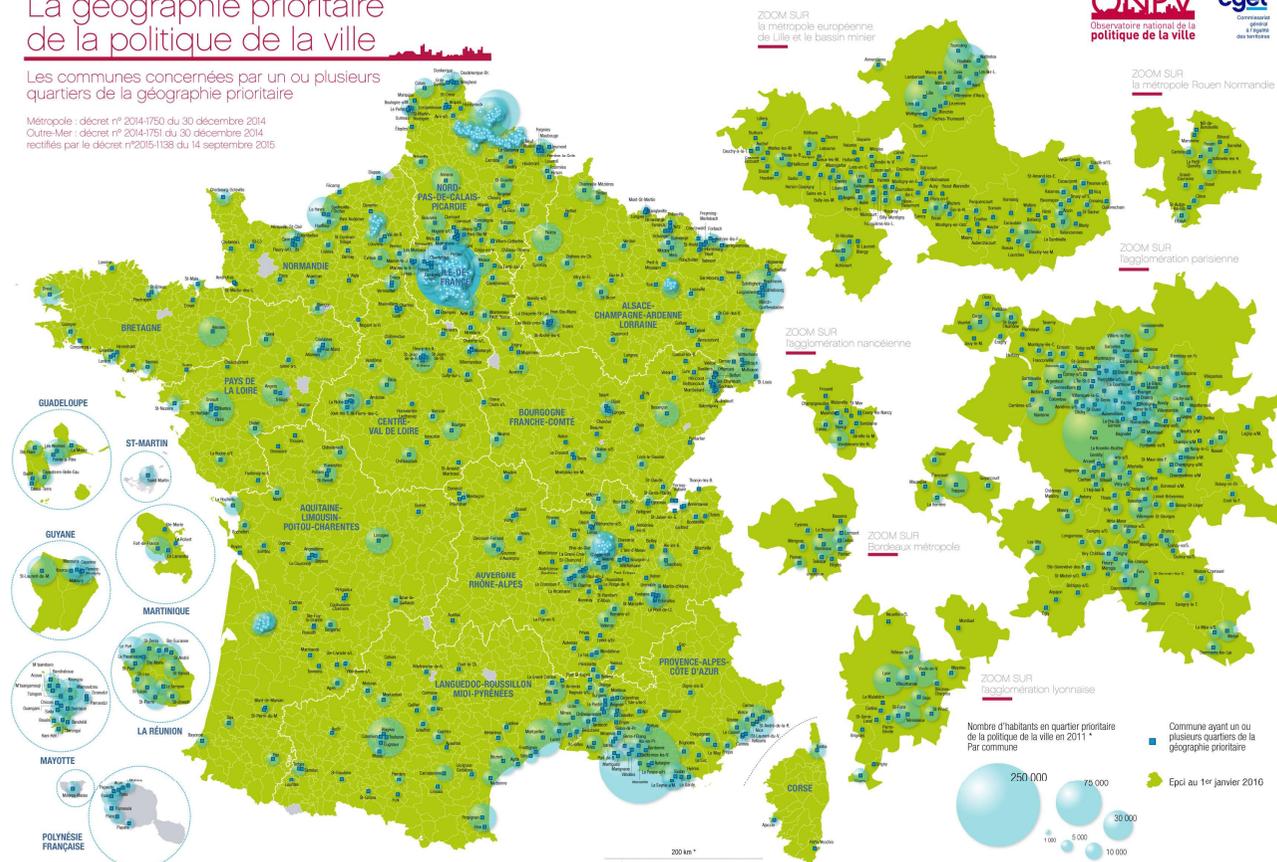
435 Contrats de ville

5,4 Millions d'habitants

La géographie prioritaire de la politique de la ville

Les communes concernées par un ou plusieurs quartiers de la géographie prioritaire

Métropole : décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014
Outre-Mer : décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014
rectifiés par le décret n°2015-1138 du 14 septembre 2015



ONPV
Observatoire national de la politique de la ville

cget
Commissariat général à l'égalité des territoires

 <p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p>	<p>MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p>	<p>MINISTÈRE CHARGÉ DE LA VILLE ET DU LOGEMENT</p>
--	---	--

Source : ONPV

* pour les territoires ultramarins, les données de population datent de 2011 ou 2012

Point d'étape – Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

Le temps de la co-construction

NOVEMBRE 2017

14/11/17 : Discours du Président de la République pour une grande mobilisation nationale en faveur des habitants des quartiers

AVRIL 2018

26/04/18 : Remise du rapport de J.L. Borloo « *Vivre ensemble, vivre en grand pour une réconciliation nationale* » au Premier ministre

MAI 2018

17/05/18 : Remise des Cahiers de la co-construction par Jacques Mézard et Julien Denormandie au Conseil national des villes

22/05/18 : 750 acteurs réunis à l'Elysée autour du Président de la République et du Gouvernement pour la clôture de la co-construction

Les cahiers de la co-construction

10 cahiers

Consultez les cahiers sur : cget.gouv.fr/cahierscoconstruction

ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA CONCERTATION À L'ÉCHELLE LOCALE ET NATIONALE

- Associations
- Conseils citoyens
- Conseil national des villes
- Conseil présidentiel des villes
- Collectivités territoriales
- Députés & sénateurs

- Entreprises
- Fédération des centres sociaux et socioculturels de France
- Pôle S / Coordination Pas sans nous
- Question de ville
- Union sociale pour l'habitat



AU TOTAL, À L'ÉCHELLE LOCALE

180 groupes de travail dans 72 départements

15 000 participants

250 actions innovantes identifiées

40 ANS Politique de la Ville inventions les territoires de demain

+ 10 GROUPES DE TRAVAIL NATIONAUX

1. Indicateurs
2. Vie associative
3. Image des quartiers
4. Apprentissage / formation professionnelle
5. Entreprises et quartiers
6. Orientation et emploi
7. Culture
8. Lutte contre les discriminations
9. Éducation
10. Sport



Point d'étape – Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

Le temps de l'action

JUILLET 2018

16/07/18 : Signature par le Premier ministre du **Pacte de Dijon**

17/07/18 : Réunion de mobilisation autour du Président de la République : « **La France, une chance pour chacun : les entreprises s'engagent** »

18/07/18 : Le Gouvernement dévoile sa **feuille de route** pour la mobilisation nationale en faveur des habitants des QPV avec **5 programmes et 40 mesures**

SEPTEMBRE-NOVEMBRE 2018

19/09/18 : Patrick Toulmet nommé **délégué interministériel au développement de l'apprentissage dans les QPV**

10/10/18 : Lancement du **Plan Initiative Copropriétés** à Marseille

23/11/18 : Publication de la **Loi ELAN** qui renforce les sanctions contre les marchands de sommeil

FEVRIER 2019

08/02/19 : 32 nouveaux **Quartiers de la Reconquête Républicaine** dévoilés par le Ministre de l'Intérieur

08/02/19 : Instruction du gouvernement relative au **déploiement des dispositifs adultes-relais et FONJEP** dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

21/02/19 : Installation du **Conseil national des villes pour la mandature 2019-2021**



Point d'étape – Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

Le temps de l'action

AVRIL 2019

11/04/19 : Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation à Strasbourg

24/04/19 : Décret modificatif étendant le dispositif des **Emplois francs** aux contrats de sécurisation professionnelle

26/04/19 : Lancement de **Tremplin Asso**

26/04/19 : **Point d'étape** du *Plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers*

MAI-JUIN 2019

02/05/19 : Annonce par le Premier ministre de la **réforme « Le permis pour tous »**

13/06/19 : Lancement de la **Grande Equipe de la Réussite Républicaine** à La Villette (Paris)

25/06/19 : Première réunion du **nouveau Conseil d'administration de l'ANRU** resserré et renouvelé

SEPTEMBRE 2019

05/09/19 : Annonce avec le Ministre de l'Education nationale de la liste des **80 Cités éducatives labellisées**

09/19 : 100 % des classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire **dédoublées** à la rentrée scolaire 2019

30/09/19 : Plus de 22 000 offres de stage déposées sur la plateforme **monstagede3e** (objectif 30 000 offres déposées fixé par la circulaire du Premier ministre du 31 juillet 2019)

OCTOBRE-
DECEMBRE 2019

04/10/19 : Lancement de la 1^e édition locale de la Grande Equipe de la Réussite Républicaine à **Marseille**

30/10/19 : **Plan Seine-Saint-Denis**

21/11/19 : Grand Equipe de la Réussite Républicaine **aux Mureaux**

JANVIER-FEVRIER 2020

01/01/20 : Lancement de l'**Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)**

24/01/20 : Lancement de l'**appel à projets « Les Quartiers fertiles »** avec l'ANRU

03/02/20 : Liste des **80 Tiers-lieux labellisés « Fabriques de territoire et fabriques numériques de territoires »** à Concarneau

07/02/20 : Mise en ligne des résultats du **testing** sur les 40 premières entreprises de la SBF 120

18/02/20 : **Déplacement du Président sur la lutte contre le séparatisme** à Mulhouse

20/02/20 : Déplacement à Marseille avec la Ministre du Travail sur les **emplois francs et l'opération 15 000 bâtisseurs**

Point d'étape – Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

3 Objectifs

1. Garantir les mêmes droits aux habitants
2. Favoriser l'émancipation
3. Faire République

5 Programmes

1. Emploi et insertion professionnelle
2. Sécurité et prévention de la délinquance
3. Education et petite enfance
4. Logement et cadre de vie
5. Renforcement du lien social

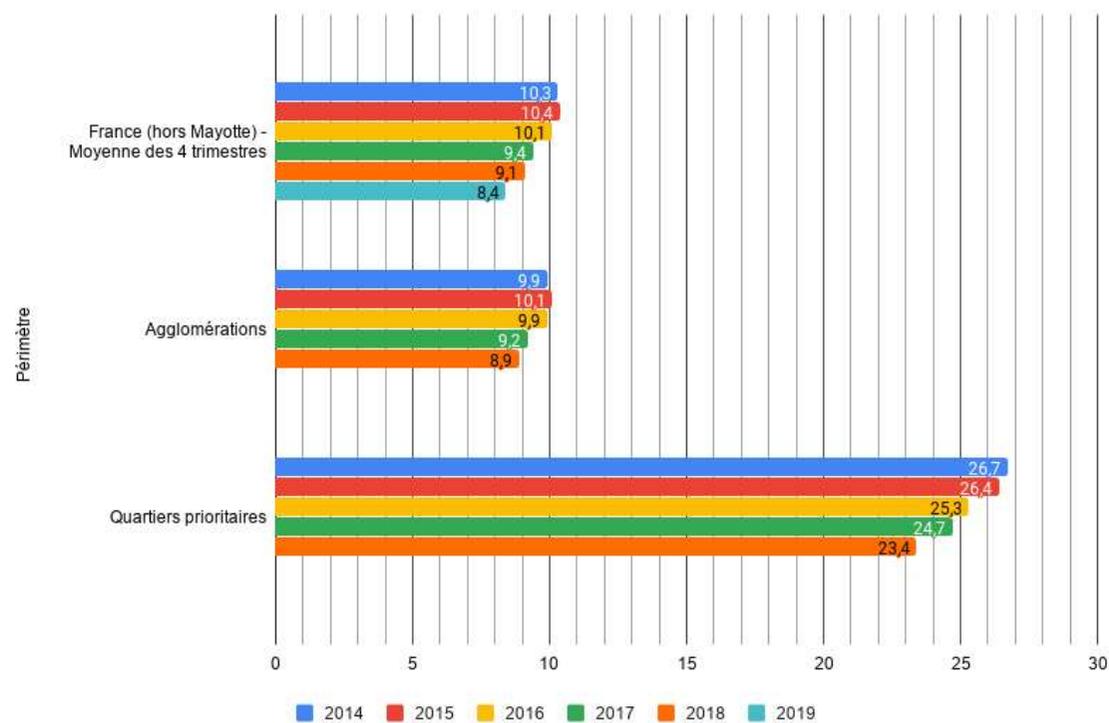
1. Emploi et insertion professionnelle

	Indicateur	Résultats (au 26/01/20 sauf mention contraire)	Cible	Evolution
 <p>Développer les emplois francs</p>	Nombre de contrats signés avec les habitants des QPV	En cumul depuis avril 2018 : 20 537 emplois francs dont 1 424 depuis le 1 ^{er} janvier 2020	2019 : 20 000 Cible 2020 : 21 244	Généralisation du dispositif au 01/01/2020
 <p>Opération 15 000 bâtisseurs : permettre aux jeunes des QPV et aux réfugiés d'accéder aux métiers du bâtiment avec la FFB</p>	Nombre de contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation, CDD ou CDI signés	21 244 contrats signés depuis juillet 2018 : 19 836 avec des jeunes des quartiers et 1 408 avec des réfugiés	15 000	141% de l'objectif fixé en 2018
 <p>Réaliser un testing dans le cadre de la lutte contre les discriminations à l'embauche</p>	Nombre d'entreprises testées	40 entreprises / 120 du SBF 120 7 entreprises présumées discriminantes	120	2 ^e vague à lancer en 2020

1. Emploi et insertion professionnelle

Taux de chômage sur le marché du travail des 15-64 ans de 2014 à 2019 (en %)

Sources : ONPV, INSEE



1. Emploi et insertion professionnelle :

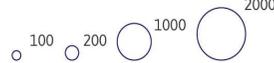
la carte du déploiement 2019 des emplois francs

- ❖ En 2018, sur les 7 sites pilotes (soit 194 QPV), 3 700 emplois francs ont été signés.
- ❖ En 2019, grâce à la mobilisation des préfets et à l'extension à 740 QPV (soit la moitié des QPV), plus de 15 000 emplois francs ont été signés, soit 93% de l'objectif fixé.
- ❖ En 2020, le dispositif a été généralisé à l'ensemble des QPV. L'objectif est de 21 244.

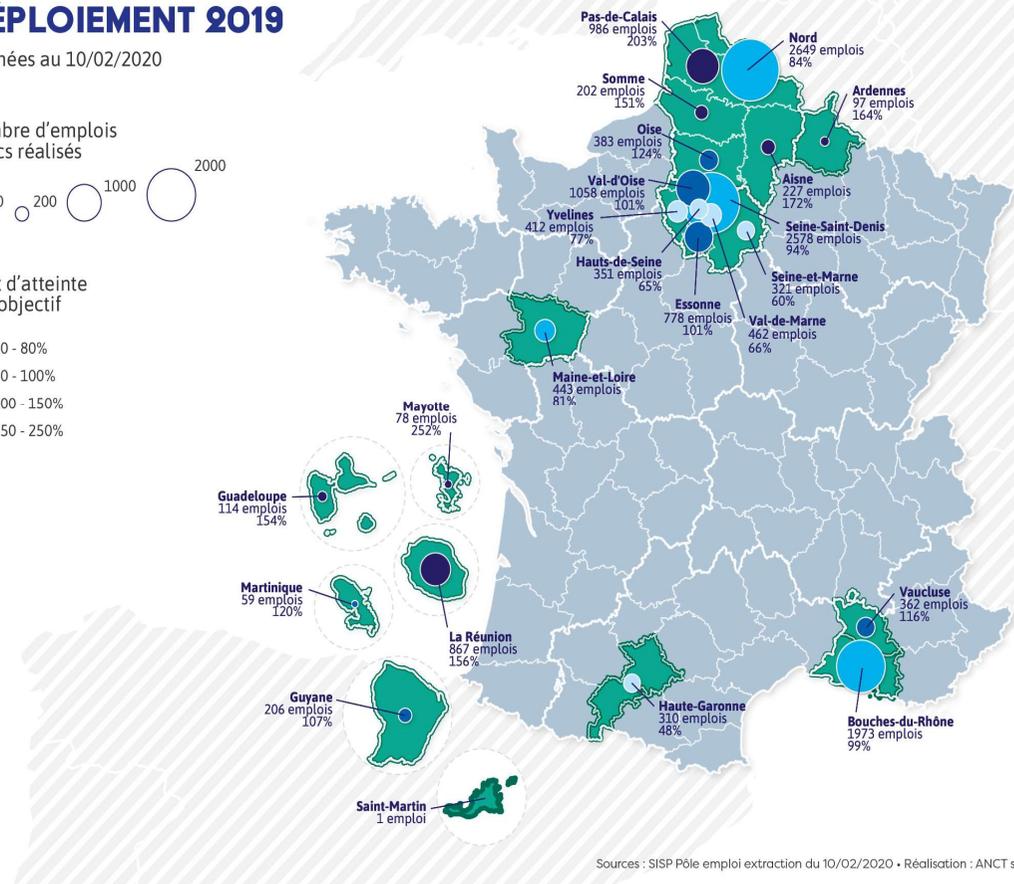
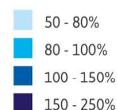
EXPÉRIMENTATION EMPLOIS FRANCIS DÉPLOIEMENT 2019

Données au 10/02/2020

Nombre d'emplois francs réalisés



Taux d'atteinte de l'objectif



Sources : SISF Pôle emploi extraction du 10/02/2020 • Réalisation : ANCT service cartographie 2020

Lutte contre les discriminations à l'embauche : le testing

- ❖ La **plus grande opération de testing** jamais menée en France sur les discriminations dans l'emploi.
- ❖ **2 critères de discrimination testés** :
 - le lieu de résidence (adresse dans et hors d'un QPV) ;
 - l'origine (patronyme supposé français ou étranger de candidats de nationalité française).
- ❖ Un outil pour **(r)éveiller les consciences, mieux comprendre** les situations et comportements de discriminations et **renforcer et adapter l'action** de l'Etat et des entreprises privées en matière de lutte contre les discriminations

40

Entreprises du SBF 120 testées pour la 1e vague du testing.

10 349

Candidatures fictives ou demandes d'information envoyées

76,825

Moyenne du nombre de tests par entreprise, soit un peu plus du double de celle du testing de la DARES en 2016 (37,5 tests par entreprises).

7

Entreprises présumées discriminantes

2. Sécurité

	Indicateur	Résultats (au 12/02/20 sauf mention contraire)	Cible	Evolution
 <p>Renforcer la sécurité dans 60 quartiers de reconquête républicaine</p>	Nombre de territoires ciblés	47 (+2*) quartiers de la reconquête républicaine	60	864 affectations de forces de l'ordre dans les 47 QRR

2. Sécurité

PROGRAMME SÉCURITÉ

47 premiers quartiers de reconquête républicaine
Police de la sécurité du quotidien

15 en première vague : septembre 2018

◻ Nom du quartier
Commune

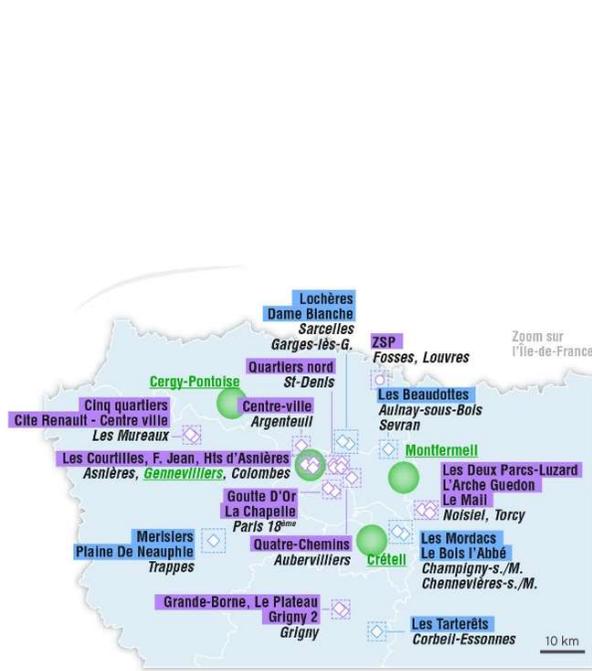
32 en deuxième vague : janvier 2019

◻ Nom du quartier
Commune ◻ Zone de Sécurité Prioritaire
Commune

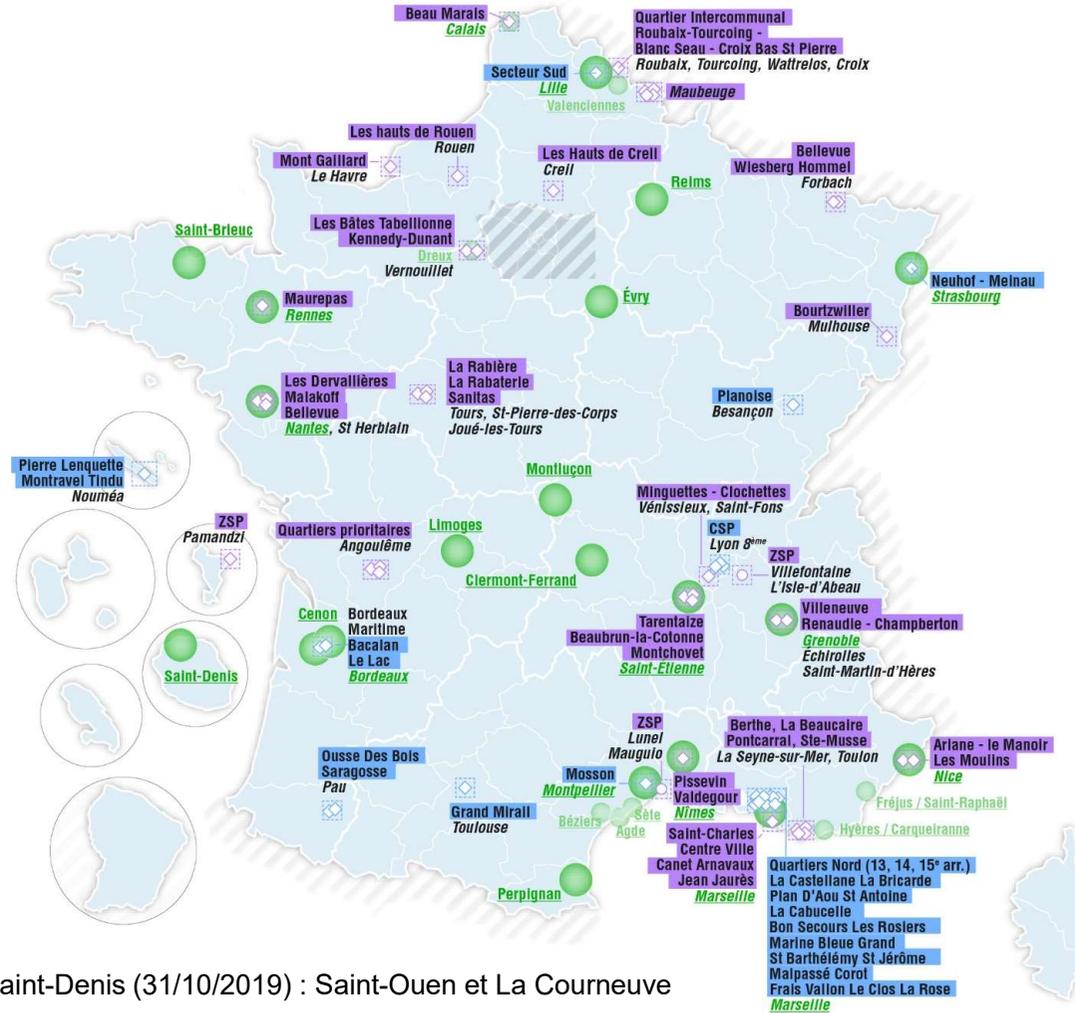
32 centres loisirs jeunesse

Centre permanent
● Nom de la commune

Centre saisonnier
● Nom de la commune



Sources : MCT, CGET • Réalisation : CGET service cartographie 2019



+ 2 QRR annoncés dans le Plan Seine-Saint-Denis (31/10/2019) : Saint-Ouen et La Courneuve

	MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	MINISTÈRE CHARGÉ DE LA VILLE ET DU LOGEMENT
	MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	

3. Education et petite enfance

	Indicateur	Résultats (au 12/02/20 sauf mention contraire)	Cible	Evolution
 <p>Dédoubler les classes de CP et CE1 en éducation prioritaire</p>	Nombre d'élèves dans les classes dédoublées	300 000 élèves concernés en REP et REP+	<ul style="list-style-type: none"> Septembre 2017 : 2 200 classes de CP en REP+ Sept. 2018 : +3 200 classes de CP en REP et 1 500 de CE1 en REP+ Sept. 2019 : 700 classes de CE1 en REP+ et 3 200 classes de CE1 en REP 	Depuis 2017, +10 800 classes de CP et de CE1
 <p>Offrir 30 000 stages de qualité aux collégiens de QPV</p>	Nombre de stages de qualité offerts aux élèves de REP+ sur la plateforme monstagedetroisieme.fr	29 277 offres de stage déposées sur une plateforme plus performante mise en ligne en juin 2019 11 171 stages pourvus	30 000 offres déposées 16 000 stages réalisés (pour l'année scolaire 2019-2020)	NA
 <p>Déployer les cités éducatives</p>	Nombre de territoires labellisés / Nombre d'élèves couverts	80 territoires labellisés en septembre 2019, 100 millions d'euros déployés sur 2019-2022	Plus de 500 000 jeunes couverts	8M€ mobilisés dès 2019

3. Education et petite enfance : le dédoublement des classes en chiffres

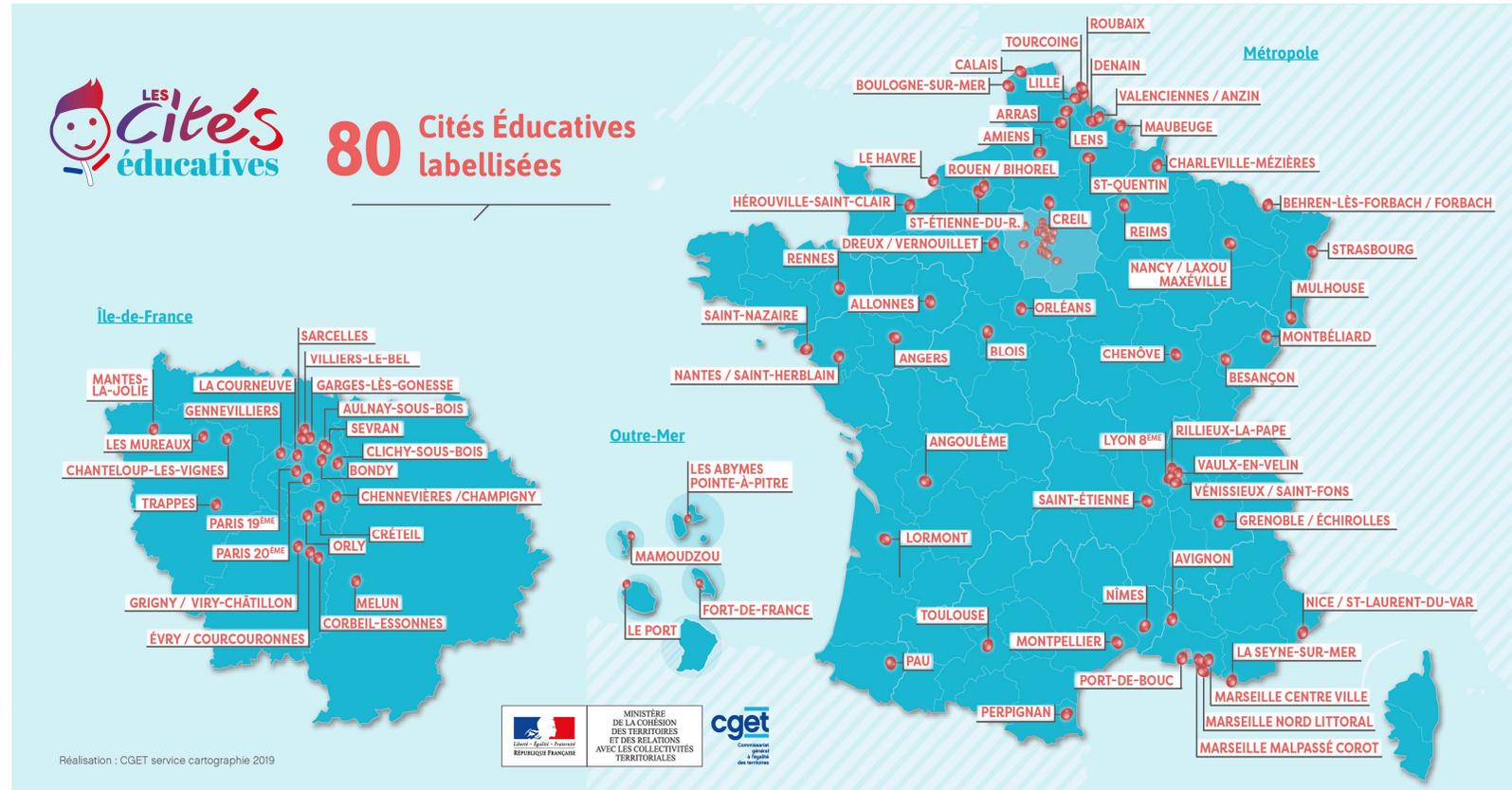


3. Education et petite enfance : la carte des cités éducatives

80 Cités éducatives labellisées

100 Millions d'euros mobilisés sur 2019-2022

8 Millions d'euros dès 2019



 <p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p>	<p>MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p>	<p>MINISTÈRE CHARGÉ DE LA VILLE ET DU LOGEMENT</p>
	<p>CGET - Centre de Gestion des Territoires</p>	

4. Logement et cadre de vie

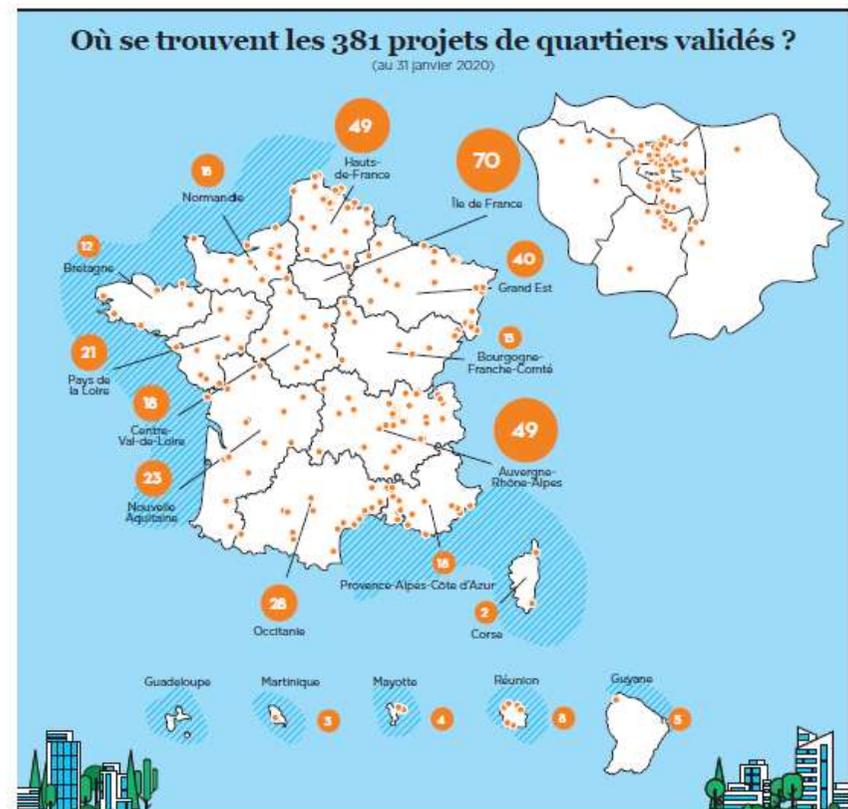
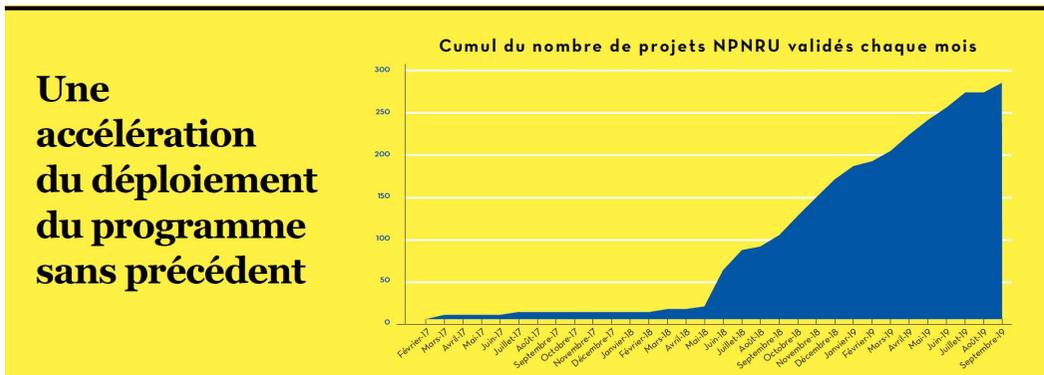
	Indicateur	Résultats (au 18/02/20 sauf mention contraire)	Cible	Evolution
 <p>Accélérer le renouvellement urbain avec l'ANRU</p>	Nombre de projets de renouvellement urbain validés	<ul style="list-style-type: none"> 381 projets validés pour 450 quartiers, soit près de 9,7 milliards d'euros engagés Programme validé : 78 300 logements démolis, 62 000 logements reconstruits, 101 300 logements réhabilités, interventions sur 796 équipements dont 224 écoles Au total, près de 30 milliards d'euros engagés dans les quartiers au titre de la rénovation urbaine 	450	+20% de projets validés entre le 31/10/19 et le 31/01/20
 <p>Renforcer les outils pour le traitement des copropriétés dégradées</p>	Nombre de copropriétés traitées	<ul style="list-style-type: none"> 147 copropriétés (soit 8 259 logements) financés par l'Anah à ce jour. Sur 14 sites nationaux identifiés (128 copropriétés représentant près de 23 330 logements) : 10 en phase opérationnelle, les 4 derniers en 2020 	684 copropriétés dégradées soit près de 56 000 logements	
 <p>Créer des Quartiers fertiles</p>	Nombre de dossiers labellisés de Quartiers fertiles en QPV	<ul style="list-style-type: none"> 24/01/20 : au moment où la transformation des quartiers s'engage, l'ANRU lance l'appel à projets « Les Quartiers fertiles » en faveur de l'agriculture urbaine 		

4. Logement et cadre de vie



ÉTAT D'AVANCEMENT DU DÉPLOIEMENT DU NPNRU

Au 31 janvier 2020, les projets du **Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)** sont désormais validés dans 381 quartiers sur les 450 concernés.



4. Logement et cadre de vie : la carte de l'ensemble des sites ANRU et du Plan Initiative copropriétés



Région parisienne



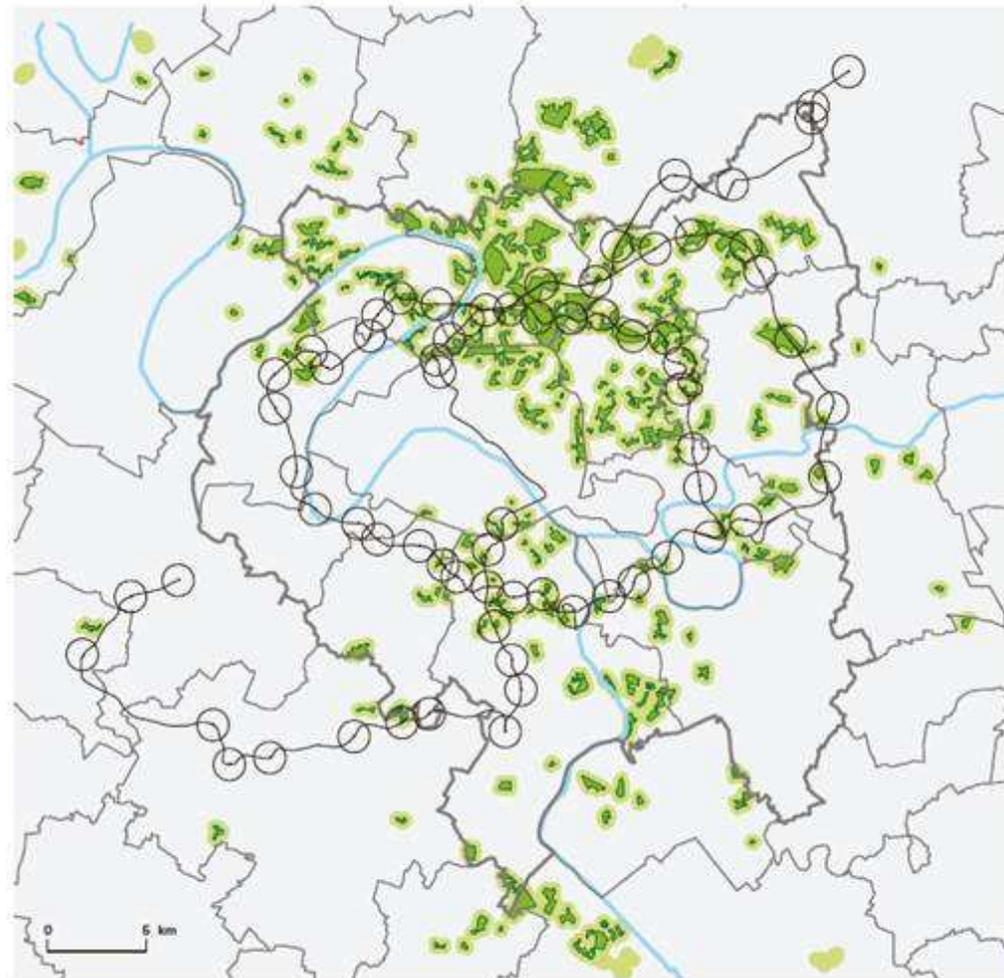
Sources : ANRU, ANAH, ONPV • Réalisation : CGET service cartographie • 2019

<p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p>	MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	MINISTÈRE CHARGÉ DE LA VILLE ET DU LOGEMENT
--	--	---

4. Logement et cadre de vie :

Améliorer la desserte des QPV franciliens par le Grand Paris Express

- ❖ Le Grand Paris Express : projet de lignes de métro automatiques mis en service progressivement d'ici 2030
- ❖ Il sera long de 200 km pour 68 stations
- ❖ Il desservira de nombreux QPV, notamment en Seine-Saint-Denis (ligne 15 et 16)



Politique de la Ville

Sources : Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, 2015

- Nouveau Quartier prioritaire de la politique de la ville (NQPV)
- Bande de 300 m où la TVA pour la construction de logements est réduite à 5,5%
- Rayon de 800 m autour des gares du Grand Paris Express
- Grand Paris Express
- Métropole du Grand Paris (MGP)
- Établissement Public Territorial (MGP) et intercommunalité (hors MGP)

5. Renforcement du lien social

	Indicateur	Résultats (au 12/02/20 sauf mention contraire)	Cible	Evolution
 <p>Renforcer la présence humaine dans les quartiers à travers les médiateurs sociaux et les postes FONJEP</p>	Nombre de postes pourvus	5 370 postes déployés	6 520	78% de l'objectif
 <p>Implanter des Tiers-lieux</p>	Nombre de dossiers labellisés de tiers-lieux en QPV	80 tiers-lieux labellisés dont 30 fabriques du numériques	150 / 300 en QPV	
 <p>Implanter des maisons France service</p>	Nombre de dossiers labellisés de MFS localisées en QPV	<ul style="list-style-type: none"> • 50 maisons France Services labellisées dans les QPV sur 534 au niveau national • Pour 2020, réfléchir au développement de Bus France Services pour favoriser « l'aller-vers » 	Couvrir l'intégralité des 49 QRR d'ici la fin 2020 (13 à date)	Moins de 10% des MFS sont aujourd'hui en QPV

5. Renforcement du lien social : la carte des fabriques de territoires et du numérique

300

Fabriques du territoires à identifier d'ici 2022, existantes ou en projet, dont 150 seront implantées en quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) et 150 dans les territoires ruraux. Soutien financier de l'Etat à hauteur de 75 000 à 150 000 € sur 3 ans.

80

Tiers-lieux lauréats labellisés « Fabriques de territoire » (48) et « Fabriques numériques de territoires » (32).

32

Tiers lieux lauréats labellisés « Fabriques numériques de territoire » déployés dans les QPV et soutenus en 2019 par un bonus financier de 100 000 euros par tiers-lieux.



5. Renforcement du lien social

#TremplinAsso

Déploiement des projets des associations lauréates

- 1 carré = 1 projet déployé par l'une des 44 associations au sein d'un contrat de ville
- Sont nommés les contrats de ville avec plus de 5 projets #TremplinAsso sur la période

Déploiement par année

- cartographie 2019
- prévision 2020
- prévision 2021

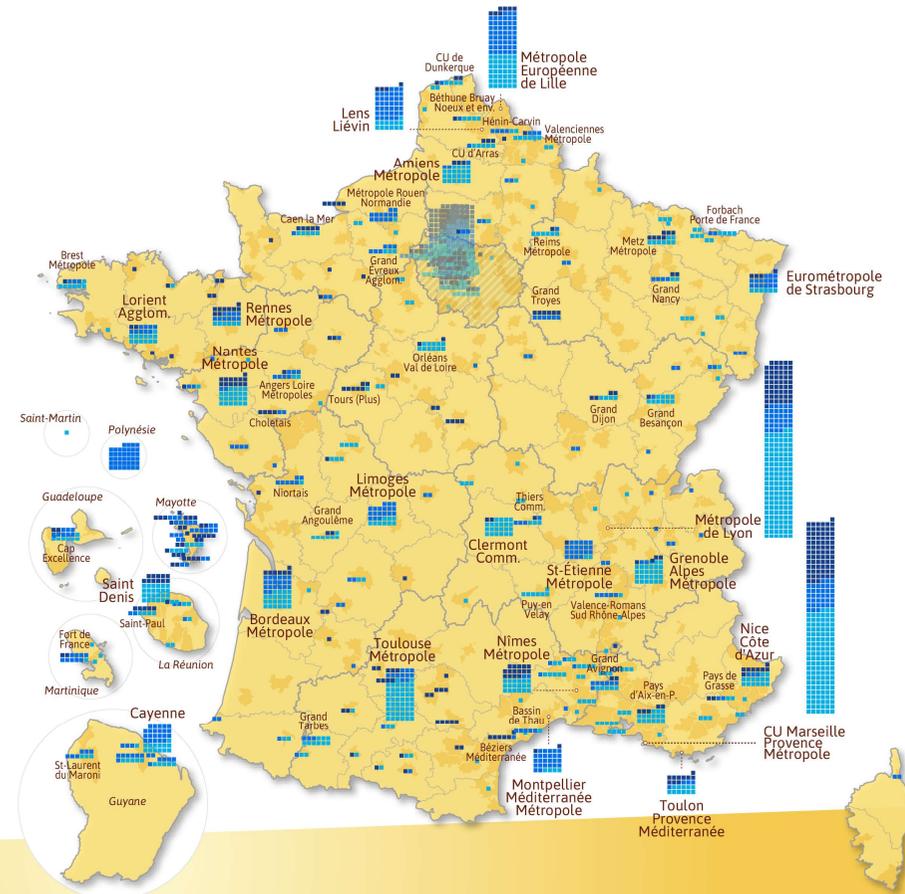
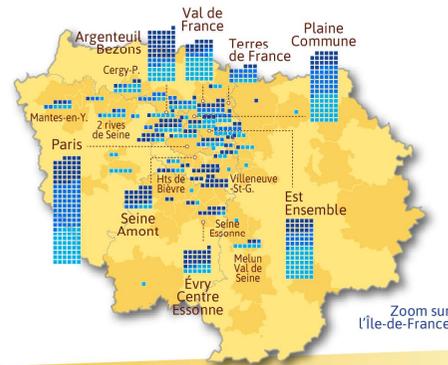
45 Millions d'euros sur 3 ans mobilisés pour soutenir et amplifier l'action d'associations structurantes

44 Lauréats retenus en avril 2019 à l'issu d'un Appel à manifestation d'intérêt



cgét
Commissariat général à l'égalité des territoires

Sources et réalisation : CGET DVCU
service cartographie • 24 septembre 2019



Annexe : Plan Seine-Saint-Denis

€ UNE PRIME DE FIDÉLISATION POUR LES AGENTS DE 10 000 €

Dans le courant du premier semestre 2020, une prime de fidélisation de 10 000 euros sera mise en place pour les agents des services publics de l'État en Seine-Saint-Denis. La prime sera versée en une fois après cinq années de service effectif accompli dans le département. Elle bénéficiera en particulier aux agents qui sont en première ligne de l'action de l'État, ou qui sont dans des services connaissant des difficultés manifestes en matière de ressources humaines (exemple : policiers, enseignants, agents d'accueil en préfecture, etc.).



150 POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES

100 officiers de police judiciaire supplémentaires seront déployés chaque année, sur deux ans. Une première vague arrivera en septembre 2020 et une seconde mi-2021.

Deux nouveaux quartiers de reconquête républicaine (QRR) seront établis à Saint-Ouen et La Courneuve, représentant 50 policiers supplémentaires dans le département.



IMMOBILIER JUSTICE / POLICE

Aménagement d'ici à 2021 de la sous-préfecture à Saint-Denis dans des locaux adaptés (9 M€) et rénovation d'ici à 2023 des commissariats de police, à Aulnay-sous-Bois (16 M€) et Epinay-sur-Seine (14 M€).



20 MILLIONS D'EUROS POUR L'IMMOBILIER SCOLAIRE

Création d'un fond de 20 M€ alimenté à hauteur de 2 M€ / an pendant 10 ans pour financer les investissements d'immobilier scolaire réalisés par les collectivités locales en Seine-Saint-Denis.



DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Le ministère des Solidarités et de la Santé contribuera au financement de la reconstruction du site du groupement hospitalier intercommunal (GHI) Le Raincy-Montfermeil et à la modernisation de l'établissement public de santé (EPS) de Ville-Evrard.

La reconstruction du centre hospitalier de Bobigny (Avicenne) sera également soutenue par des crédits régionaux. Un soutien financier de l'État à hauteur de 58,5 M€ aux autres opérations est confirmé : l'Agence régionale de santé (ARS) aidera à 100 % l'opération sur les urgences de Montreuil (10 M€, dont 5,1 M€ ont déjà été versés), à 100 % l'opération de 1,5 M€ sur les urgences de Montfermeil (l'aide sera versée cette année), à 70 % l'opération sur les urgences d'Aulnay. Enfin, l'engagement est pris de rénover les urgences hospitalières de Saint-Denis.

Les mesures phares



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

MINISTÈRE
CHARGÉ
DE LA VILLE
ET DU LOGEMENT

Dossier de presse
L'État plus fort en Seine-Saint-Denis

5